

L'hon. M. BENNETT: Je n'ai pas dit cela, j'ai dit que nous n'avons pas réglé ce point.

L'hon. M. STEWART (Edmonton-Ouest): L'incident qui m'a fait prendre la parole, c'est qu'il a dit que certaines municipalités se trouvent peut-être dans l'impossibilité d'exécuter les travaux nécessaires et, dans ces cas, on mettra de côté le pourcentage. Après m'être occupé pendant neuf ans, quand j'étais au pouvoir, d'apurer les comptes relativement aux subventions accordées par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux dans l'Ouest, la chose qui nous a permis de nous retrouver dans toute l'affaire, c'a été la base de pourcentage fixé dans l'attribution de l'aide. Le premier ministre ferait bien de se conformer scrupuleusement aux usages et j'espère que même dans un cas urgent il ne fournira aucune contribution que d'après un pourcentage fixé, laissant, comme il l'a indiqué, aux provinces et aux municipalités le soin de lui indiquer s'il y a urgence ou non et la nature des secours nécessaires.

M. REID: J'ai une autre question à poser au premier ministre au sujet des municipalités. Dans l'hypothèse où une municipalité fait le déboursé nécessaire, selon elle, pour soulager le chômage, obtiendra-t-elle le remboursement du tiers de ses frais, que le gouvernement provincial fasse ou non de contribution? Il peut arriver que le gouvernement provincial ne souscrive pas aux travaux de secours proposés par une municipalité.

L'hon. M. BENNETT: Comme je l'ai expliqué, bien que nous n'ayons pas établi de règles, c'était l'intention du Gouvernement de ne traiter qu'avec les gouvernements provinciaux dans une affaire de ce genre et non avec les municipalités, parce que les municipalités dépendent des gouvernements provinciaux, parce qu'elles ont été créées par une loi provinciale. Si le gouvernement fédéral traitait avec chaque municipalité il n'en résulterait que des difficultés, je pense. J'ai dit au chef de l'opposition que nous entendions suivre en général le principe établi par les gouvernements antérieurs et adopté par le sien, le principe qu'il a mentionné hier et aujourd'hui, c'est-à-dire faire une contribution d'un tiers. Si un gouvernement provincial refuse son concours, je n'ai pas à l'instant de parti arrêté. Mais en exprimant simplement à l'improviste l'avis que l'on pourrait demander à n'importe qui en pareille circonstance, je ne puis croire qu'il faille priver une municipalité d'un dollar sur trois, si les provinces représentent qu'il s'agit d'une entreprise mé-

ritant qu'on s'en occupe immédiatement. C'est ainsi que je vois la chose aujourd'hui.

Dans ma réponse à l'honorable député de Waterloo-Nord (M. Euler), je puis dire que, d'après le renseignement communiqué par un député de l'Ontario, les municipalités font une contribution de 20 p. 100 pour payer le coût de la construction des routes provinciales. Je regrette que mon honorable ami n'ait pas saisi mon exposé. J'ai dit que c'est un projet de loi pour soulager le chômage et si les agriculteurs ne peuvent récolter leur grain ou se trouvent dans une situation qui les empêche de bénéficier des dispositions du projet de loi,—car si elles s'appliquent à eux, ils ont droit de s'en prévaloir, c'est manifeste,—leur premier recours consiste à s'adresser à la municipalité qu'ils habitent et, par l'intermédiaire de la municipalité, au gouvernement provincial et non au gouvernement fédéral. L'autre question n'est pas du tout pertinente, la question de la vente des récoltes. On m'a représenté que le gouvernement fédéral devrait s'engager à payer une partie des frais de transport. C'est pour ainsi dire ce que mon honorable ami propose. Nous n'avons pas encore étudié la question, car nous n'avons reçu aucune indication sur ce que cela comprendrait.

Quant aux banques, comme ministre des Finances, je refuse certes à tous égards de chercher, pour employer l'expression d'un collègue, à forcer les banques à faire quelque chose qu'elles ne pourraient pas faire de l'avis de leurs administrateurs. Comme le reste de la députation, je comprends que les dépôts dans les banques représentent l'argent prêté aux banques par les gens de notre pays et d'autres pays. C'est pourquoi, si j'essayais de leur indiquer comment dépenser l'argent qui leur sera prêté, le pays se chargerait d'une responsabilité pour laquelle le ministre des Finances n'a aucune autorité.

M. BOURASSA: Pas d'après cette loi, en tout cas.

L'hon. M. BENNETT: Non.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je ne pense pas que mon honorable ami ait répondu à ma question. J'ai compris qu'il parlait de travaux entrepris par les municipalités. Si j'ai bien compris la question, il s'agissait de secours.

L'hon. M. BENNETT: Je pensais que l'honorable député avait parlé de travaux. S'il s'agit de secours, je répondrai par l'affirmative. Si l'on obligeait les municipalités à payer des secours, les autorités provinciales pourraient en conclure qu'elles n'y peuvent pas contri-